

Le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :

1 an : 50 F; 6 mois : 25 F

pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 311

LE NUMERO : 2 F 50

15 FB - 1 FS

18 avril au 1^{er} mai 1980

La démocratie, voilà l'ennemi!

La bourgeoisie jubile. L'arrestation de 19 terroristes ou supposés tels par la police française ne démontre-t-elle pas la magnifique efficacité de la machine de l'Etat? En Italie, la police se vante de passer à l'offensive et

d'entamer une « phase de vengeance ». Pourtant, tout cela ne suffit pas : « si nous relâchons la pression, déclare le chef du BKA — c'est-à-dire de la machine anti-terroriste allemande — tout recommencera »!

Ce qui donne ce « sentiment d'amertume » aux policiers, c'est le « flou des réseaux terroristes », c'est le fait que des groupes éphémères naissent, disparaissent, se reforment ailleurs, sur un mode nouveau. La belle affaire! C'est que le terrorisme individualiste, qui appelle à la lutte plus qu'il n'en ouvre la voie, est un symptôme, une expression, sans doute impuissante, mais une expression quand même, de la révolte provoquée par la pression formidable du capitalisme et de ses Etats. Or, comme cette pression grandit au fur et à mesure que le capitalisme s'enfonce dans la crise, et que la lutte collective de classe est encore en retard, il faut bien que cette tension s'exprime par un moyen ou par un autre.

Pourtant déjà, des signes avant-coureurs de colère prolétarienne, des flammèches de la lutte de classe sont venus rôder sur une paix sociale chauffée à blanc, que ce soit dans des cités des banlieues ouvrières à Lyon ou à Paris, que ce soit à Denain, à Longwy, à Cherbourg ou ailleurs. Ces étincelles, où se renouent d'instinct les liens de solidarité élémentaires entre prolétaires, sont encore vite éteintes par les mille et une lances à incendie du démocratisme, du chauvinisme, ou tout simplement par la peur du vide et l'effroi compréhensibles provoqués

par la découverte brutale du long chemin à remonter pour se rendre capable d'opposer à la force de l'adversaire une véritable force prolétarienne.

Ces étincelles ne sont rien encore à côté des feux qui prennent périodiquement à la périphérie du capitalisme, dans les pays de jeune capitalisme, au Maghreb, au Moyen-Orient ou en Amérique latine, et où les affrontements de classe se font chaque fois plus nets. Anticipations insistantes des incendies qui éclateront demain au cœur même des métropoles impérialistes!

Voilà pourquoi, au-delà de la chasse aux terroristes, il faut davantage de police, davantage d'unité de mouvement entre la police et les autres machines répressives, l'administration et la justice, davantage de pression et d'intimidation policière, davantage de liberté de manœuvre pour la police! Si ces Messieurs les flics ne peuvent plus « faire leur travail » et contrôler tranquillement les papiers, non seulement des immigrés et des jeunes, mais de tout « suspect », c'est que la loi est mauvaise, qu'elle n'est plus adaptée aux exigences de la « prévention » : qu'à cela ne tienne, changeons la loi!

Partout, dans tous les pays, on assiste à une avalanche d'adaptations de la loi

DANS CE NUMERO

- La victoire de la révolution exige plus que jamais la direction sans partage du parti de classe
- « Autonomia operaia » : l'idéologie du gradualisme barricadier
- Solidarité avec la grève des nettoyeurs du métro!
- La lutte de classe vue du côté patronal

dans le sens du passage immédiat et rapide à l'état de siège légal : les lois anti-immigrés en sont un exemple tout à fait banal. Les législations d'exception se répandent donc dans le « droit commun » : quinze des inculpés du groupe « Action directe » sont au secret absolu depuis plus de quinze jours. Il a suffi pour cela d'utiliser, après le délai normal de garde à vue, la procédure prévoyant l'« interdiction de communiquer » pour une période de dix jours, renouvelable pour une nouvelle période de dix jours...

C'est la faute aux terroristes, qui se coupent du mouvement de masse et donnent des justifications à la police,

(suite page 2)

Solidarité ouvrière contre la répression en Tunisie

Moins de deux mois après la répression sanglante et l'intervention criminelle de l'impérialisme français lors des événements de Gafsa, la bourgeoisie tunisienne vient d'annoncer le verdict du procès de ceux qui étaient impliqués dans cette « affaire ».

En effet, c'est le moins qu'on puisse dire, la bourgeoisie a été expéditive : 15 condamnations à mort dont 2 par contumace, 10 condamnations aux travaux forcés à perpétuité, 5 condamnations à 20 ans de travaux forcés, etc.

Ce verdict féroce qui exprime la volonté de la bourgeoisie de réprimer pour l'exemple afin d'éviter une éventuelle explosion sociale n'a pas manqué évidemment de susciter l'indignation de démocrates de tout poil qui ont trouvé une occasion supplémentaire pour verser leurs larmes de crocodiles.

La préoccupation de tous ces démocrates, des pacifistes philanthropes aux représentants de la soi-disant « extrême gauche » en passant par le PC et le PS, a été de noyer la question vitale de la défense des victimes de la répression bourgeoise dans les eaux troubles de la « défense des droits de l'homme » et de la « démocratie en général ».

Ces gens-là s'indignent hypocritement en dénonçant cette « parodie » de procès comme s'il existait un procès « loyal » qui ne soit pas la manifestation de la violence de la bourgeoisie. Mais ils se gardent bien de dire quoi que ce soit sur l'impérialisme français en le dédouanant ainsi dans les faits de sa responsabilité criminelle dans la répression sauvage qui sévit contre la classe ouvrière et les masses opprimées en Tunisie.

(suite page 2)

Vient de paraître **programme communiste**

n° 82

- L'ère des guerres et des révolutions
- Le rôle de la nation dans l'histoire
- L'Afrique proie des impérialismes :
- 4. La mainmise sur les matières premières (suite et fin)
- L'Ulster, dernière colonie anglaise

Réunion publique à ROUEN

Le vendredi 2 mai, à 20 h 30,
salle Marc-Orlan, Saint-Sever

**Pour le parti de classe
indépendant**

El Salvador : mitraille et « réforme agraire »

4.800.000 habitants entassés sur quelque 21 kilomètres carrés ; 52 % de la population active, soit 700.000 personnes, travaillent dans l'agriculture, mais 40 % du sol appartient à 2.000 propriétaires fonciers parmi lesquels les « 14 familles », les vrais maîtres du pays. Il est compréhensible que le Salvador, qui connaît depuis des décennies des régimes militaires à la solde du dollar, ait été le théâtre de nombreuses

révoltes paysannes. La plus connue est celle de 1932 dont la répression a fait 30.000 morts — 3 % de la population ! Depuis, un régime militaire a succédé à l'autre, orné de ci et de là d'élections présidentielles. Encore plus que dans les autres pays de l'Amérique centrale et latine, le problème de la réforme agraire est ici la question clé des luttes sociales.

Le 15 octobre 1979 une Junte de « jeunes officiers » a éliminé pacifiquement le général Romero, et a proclamé d'emblée qu'elle voulait en finir avec la répression et la « violence politique » et qu'elle était décidée à mettre immédiatement en route la réforme agraire ainsi que la nationalisation du commerce extérieur et des banques.

En même temps elle a demandé à toutes les formations militaires d'extrême gauche de déposer les armes, en leur garantissant un « rôle dans la vie politique ». Cette façon de tendre la main aux organisations de guérilla qui jouissent d'une influence réelle parmi les masses paysannes du Salvador pouvait laisser croire que le « cours moyen » des colonels allait dans le sens du « processus de démocratisation » cher à la gauche. C'est ainsi que l'Unità du 17 octobre pouvait considérer le changement survenu au Salvador comme « un fait positif ». Ce jugement favorable était d'ailleurs partagé par le PC du Salvador, illégal, qui déclarait qu'il appuierait la Junte au pouvoir « dans la mesure où elle appliquera vraiment son programme en rétablissant l'ordre [l'ordre, surtout, comme de bien entendu!], en libérant effectivement tous les prisonniers politiques et en légalisant tous les partis » (cité par l'Unità du 19 octobre).

Ainsi, grâce à l'appui des démocrates chrétiens, des sociaux-démocrates et des commu-

nistes, la Junte des colonels devint militaire-civile. Mais les « transformations » préconisées par les militaires modérés, et soutenues essentiellement par la petite-bourgeoisie qui contrôle les petits centres industriels autour de la capitale, n'a pas empêché la garde nationale de « rétablir l'ordre » avec les méthodes habituelles : en tirant sur les manifestants, en assassinant les opposants, en faisant disparaître les militants d'extrême gauche arrêtés. Très rapidement le nombre de morts devint impressionnant : la presse parle de 500 ou 1.000 par mois. Quant à la réforme agraire, personne n'en entend parler...

Ce n'est que le 31 décembre que le gouvernement d'unité nationale, auquel participaient à côté des militaires les démocrates chrétiens, les sociaux-démocrates et les communistes, a démissionné en protestant contre le « tournant à droite ». Dans le pays, la tension ne diminue pas ; dans la capitale les heurts avec la police et l'armée sont quotidiens, dans les campagnes les persécutions contre les paysans, plus isolés et plus vulnérables, se multiplient, et beaucoup d'entre eux cherchent refuge en ville. C'est dans ce climat que la Junte, qui n'est plus soutenue que par les chrétiens démocrates, décrète le 6 mars simultanément... l'état de siège et la réforme agraire!

La première étape de celle-ci devrait comporter la confiscation avec indemnité des

propriétés de plus de 500 hectares et leur « distribution » à ceux qui peuvent les acheter ; on invite les paysans à se grouper en coopératives. Ensuite, on envisage la confiscation (avec indemnité toujours) des propriétés de plus de 100 hectares de « bonne » terre, attribuées avec les mêmes critères. Mais évidemment les propriétaires fonciers ne se laissent pas confisquer les terres en échange de « bons d'Etat à long terme » : les paysans qui osent venir les occuper sont purement et simplement massacrés.

La réforme est d'autant plus illusoire, que l'état de siège, décrété pour trente jours, permet en réalité une répression générale de tous les mouvements populaires ; une répression à laquelle participent la main dans la main toutes les forces réactionnaires, des « escadrons de la mort » aux « gardiens » des propriétés, de la garde nationale à l'armée, et dans le cadre de laquelle même l'archevêque Romero a payé de sa vie son opposition plus tenace que celle du PC à la brutalité des militaires.

Comment sortir de cette situation? Les formations de guérilla les plus radicales, comme l'ERP, ne voient « qu'une solution : que le peuple prenne en main ce qui lui appartient en toute légitimité, les grandes « fincas » de café, de canne à sucre et de

(suite page 4)

Bidalou, preuve par 9 de la justice bourgeoise

La justice qu'on connaît, qui s'exerce au profit exclusif des exploités, est-ce seulement le fait de mauvais juges ?

Comme 3.000 autres grévistes des foyers, les résidents du foyer Sonacotra de Hayange ont été expulsés, le 6-11-79. Et c'est le coup de théâtre : un juge, qu'on dit honnête et « proche des opprimés », s'obstine, quelles que soient ses raisons, à rendre un jugement favorable aux travailleurs qui demandent leur réintégration. Jugeant l'affaire « au fond » avec reconnaissance du statut de locataire et du droit de grève des résidents, le juge Bidalou du tribunal de Hayange ordonne la réintégration immédiate des expulsés. Plus, il persiste : à six reprises, il ordonne la réintégration, malgré l'annulation de ses jugements par la Cour d'Appel de Metz et les contre-ordonnances interdisant l'accès du foyer rendus par le tribunal de grande instance de Thionville. Bidalou se dit même prêt à réquisitionner le tribunal de Hayange pour y héberger les expulsés, depuis quatre mois confinés comme des bêtes dans une pièce unique à la M.J.C.

Qu'arriva-t-il ? A la demande de la Sonacotra, la Cour d'Appel de Metz récusait Bidalou, le 7 février, et pour plus de sûreté faisait nommer à sa place le juge de Thionville, Lilti, celui-là même qui avait prononcé l'expulsion. Récusé par Vergès, nouvel avocat des expulsés, Lilti nommait un successeur qui, bien qu'ayant décidé un « déplacement sur les lieux » pour constater les possibilités de relogement au foyer et s'étant vu refuser l'entrée du foyer par la Sonacotra, débouta paisiblement les expulsés le 21 mars en leur prêchant de faire confiance à la « bonne volonté » de la Sonacotra...

Entre-temps, le 25 février, Vergès s'était rendu avec huissier chez le commissaire de police pour exiger la réouverture du foyer avec les trois ordonnances de Bidalou non encore annulées : celui-ci refusa, au nom d'ordres contraires du Procureur général, dépendant directement du ministre, mettant ainsi en évidence des manœuvres qui s'opposent au fonctionnement de la « justice ».

La preuve est faite : aussi favorables aux ouvriers que soient les jugements d'un juge qui se met de leur côté, ils ne peuvent avoir d'utilité réelle pour la lutte, car immédiatement la machine de la justice se bloque. Elle ne fonctionne que dans un seul sens : pour assurer la dictature de la classe bourgeoise sur la classe ouvrière par tous les moyens légaux et illégaux.

(suite de la page 1)

aiment à rabâcher les pacifistes de tout poil, répondant ainsi en écho au bourrage de crâne officiel ! Mais comment se fait-il alors que dans un des pays où le terrorisme s'est le moins propagé, **la démocratie se blinde** aussi bien qu'ailleurs ? C'est vite oublier que l'Etat est par nature **une bande armée** au service des exploités.

D'ailleurs la bourgeoisie leur rend bien, à ces pacifistes et démocrates aux couleurs contestataires. « Si la France a été jusqu'à présent plutôt préservée du terrorisme », écrit **Le Point** des 7-13 avril, c'est aussi que des mouvements de l'ultra-gauche et des journaux comme **Libération** l'ont, non sans courage, ouvertement condamné ». L'explication vaut ce qu'elle vaut, mais tout de même, le compliment est flatteur !

La démocratie hyperimpérialiste d'aujourd'hui est bien l'héritière du fascisme. Elle a repris telle quelle la machine et la législation mise en place par lui quand elle lui a succédé ou l'a copiée ailleurs. Elle a poussé partout le perfectionnement de la machine de l'Etat, sa centralisation, sa capacité de riposte et d'intervention à un degré inconnu auparavant.

Mais elle a surtout apporté à l'Etat bourgeois **l'adhésion volontaire**, le consentement à ce processus que le fascisme avait dû imposer à la classe exploitée par la contrainte. Or cette adhésion s'appuie sur **l'illusion démocratique**, c'est-à-dire l'illusion de pouvoir influencer sur la machine de l'Etat, de réformer le capitalisme en participant à l'Etat bourgeois. Il est clair que la bourgeoisie utilise les instruments de participation et les élections avec d'autant plus de facilité qu'ils n'ont aucun effet réel sur la marche de la société bourgeoise et qu'ils sont surtout, grâce aux faux partis ouvriers, des **organes d'entraînement** des masses ouvrières au service de l'entreprise, de l'économie nationale et de l'Etat bourgeois. De même, la bourgeoisie, une fois assurée de la solidité de sa machine de répression,

peut se permettre de multiplier les « droits », assurée qu'elle est par les faux partis ouvriers que ces droits seront vidés de toute substance subversive.

C'est ainsi que la bourgeoisie garantit — constitutionnellement, attention ! — le droit de grève, pour autant que les bureaucraties syndicales garantissent en retour qu'il ne sera pas utilisé contre les intérêts « supérieurs » de l'économie nationale ou pour troubler la paix sociale ! Aussi, tant que l'opportunisme possède un contrôle incontesté sur la classe, tout tourne. Mais dans la mesure où certains secteurs se révèlent moins disciplinés, il est explicable que l'Etat doive d'un côté limiter ce droit, et qu'il tente de l'autre côté d'imposer au syndicat l'obligation de faire respecter ces limites. D'où la multiplication aujourd'hui des procès en dommages et intérêts pour attentat à la liberté du travail, en attendant que soit mis en place, peut-être à la demande des syndicats eux-mêmes et en tout cas avec leur assentiment pratique, une législation rendant illégales les grèves non autorisées par eux et échappant à leur contrôle.

Tout le système des « relations industrielles » mis en place depuis des décennies a pour but de disposer des coupe-circuit, des pare-feu, des disjoncteurs qui permettent d'épuiser et d'éteindre les poussées de la base avant qu'elles ne se communiquent à d'autres secteurs, bref **d'émietter la classe, de l'atomiser**. C'est comme un aboutissement de cette tendance qu'il faut considérer les fameux « conseils d'atelier » que bourgeois et réformistes nous concoctent, en se servant d'un terrain labouré par une soi-disant extrême gauche prise aux pièges de l'« autonomie des luttes » et de l'auto-gestion.

Perfectionnement de la centralisation du patronat, des instruments de contrôle de la classe et de machine de répression étatique d'un côté, atomisation de la classe ouvrière de l'autre, et le tout couronné par la sanctification de l'Etat-arbitre, de l'Etat-grand-rassembleur de toutes les classes de la nation réconci-

liées dans l'effort commun, de l'Etat protecteur périodiquement imploré et béni dans les grandes masses électorales, voilà la tendance profonde, qui ne pourrait se réaliser dans sa forme **démocratique**, formellement volontaire, sans l'existence de forts partis ouvriers-bourgeois, **qui encadrent les masses ouvrières avec un programme d'ordre bourgeois**.

Le secret de la puissance de ces partis réside dans la formidable **corruption impérialiste** que peuvent se permettre quelques pays hyperprivilegiés par la rente capitaliste et la possession de zones d'influences et de semi-colonies, grâce à quoi ils peuvent entretenir une bureaucratie ouvrière entièrement dévouée à ses maîtres et même distribuer des miettes à des classes moyennes hypertrophiées et à de larges couches ouvrières, du moins dans les temps de prospérité. Or voilà que la crise générale condamne le capitalisme à réduire ces miettes et ces garanties savamment distillées pour amortir la lutte des classes. Voilà qu'elle **sape donc l'efficacité** du réformisme « ouvrier », au moment même où la démocratie doit se révéler pour ce qu'elle est : un poison pour paralyser et **désarmer** la classe dans la lutte inéluctable contre un adversaire armé jusqu'aux dents.

La tâche urgente est donc de **vaincre l'atomisation** de la classe et de **briser tous les amortisseurs sociaux** dans le cours même des luttes de résistance, et de contrer les effets mortels des poisons du démocratism, du légalisme, du pacifisme.

A la force de la bourgeoisie, il faut opposer la force de la classe ouvrière, à la centralisation de l'adversaire, il faut opposer une centralisation plus grande encore, à la préparation contre-révolutionnaire une préparation révolutionnaire. Aux mensonges réformistes et démocratiques derrière lesquels se cache la dictature du capital, il faut opposer la revendication de la dictature ouverte et sans masque de la classe ouvrière pour la transformation communiste de la société.

« Autonomia operaia » : l'idéologie du gradualisme barricadier

Le retour au bercail du « gauchisme » soixante-huitard et sa capitulation devant les partis réformistes devait nécessairement provoquer des réactions politiques. Nous en avons vu un exemple dans le « terrorisme romantique » à la Baader ou à la Brigades Rouges. L'« autonomie », qui a eu un certain développement en Italie en est un autre.

Comme le montre cette brève étude de l'idéologie d'**Autonomia Operaia**, le sain élan antiréformiste est dans ce cas vite limité au plan politique par l'habituelle réaction « anti-parti » et « antiorganisation », compréhensible mais stérile, et au plan théorique par une conception qui ne se dégage nullement de l'immédiatisme gradualiste dont elle n'est qu'une expression, comme le réformisme en est une autre.

C'est ce qui fait que de telles réactions au réformisme, ou à l'« opportunisme de droite », forment un nouvel opportunisme, « de gauche » si l'on veut, plus sympathique que l'autre, au moins au départ, mais non moins dangereux que le premier, précisément parce que plus sympathique. Il est indispensable d'en faire la critique la plus tranchée, afin que les réactions prolétariennes, sur lesquelles il s'appuie et dont il est une expression limitée et paralysante, trouvent la voie féconde de la révolution communiste et de son parti.

Vers la fin des années 60, un grand nombre de mouvements spontanés sont nés en Italie en réponse, plus ou moins consciente, à l'opportunisme parlementariste des grands partis « ouvriers ». Certains d'entre eux ont eu même un certain écho parmi les franges les plus conscientes du prolétariat. On pense là à **Lotta Continua**, **Potere Operaio** et quelques groupes se disant « marxistes-léninistes », caractérisés plus par un populisme régionaliste que par le stalinisme proprement dit. Voici en gros ce qui les caractérisait :

— l'impossibilité de comprendre le processus qui conduit à la révolution est un processus historique objectif ;

— l'impuissance à comprendre que l'opportunisme des partis soi-disant ouvriers n'était pas le fruit des années 1950-60, mais le produit de la défaite subie par le prolétariat au niveau international dans le premier après-guerre et aggravée par la contre-révolution stalinienne ;

— la revendication de l'antifascisme démo-

cratique et de la résistance patriotique comme patrimoine de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ;

— la vision localiste et limitée à l'entreprise de la lutte de classe ;

— l'identification de la lutte économique et de la lutte politique, ce qui se traduisait par une négation effective de l'organe parti. C'est ce qui explique qu'au-delà des intentions et des illusions de leurs militants, ces groupes avec une vie souvent éphémère sont vite retombés, parlementarisme et bonzification syndicale aidant, dans le marais réformiste, en y tirant les prolétaires et en stérilisant leur réaction de classe.

C'est à partir des cendres de ces groupes, mais dans la ligne de leurs théorisations spontanées, que s'est développée **Autonomia Operaia**. Elle a vite cherché à prendre ses distances par rapport aux groupes soixante-huitards, et particulièrement **Lotta Continua** et de **Potere Operaio**.

Selon Piperno, Negri et Cie, c'est parce que ces organisations n'avaient pas réussi à se passer de l'organisation classique du prolétariat : parti et syndicat. Ces formes seraient désormais non seulement dépassées et incapables de répondre aux « nouvelles » exigences et à la « nouvelle » lutte de classe, mais elles devraient en outre s'affirmer toujours davantage en contradiction entre elles. Sur la base de l'affirmation que « la force de la théorie réside seulement dans sa vérité et dans sa confirmation à brève échéance », **Autonomia** a vu dans les défaites successives du prolétariat la faillite des théories et programmes révolutionnaires, et en particulier de Lénine et de la III^e Internationale, bien qu'ils aient selon ce groupe « enrichi le marxisme ».

Le programme communiste est pour **Autonomia** quelque chose de très fluide, qui change continuellement et qui est en tout cas le résultat direct des luttes contingentes et de la modification de la composition sociologique du prolétariat. C'est ainsi qu'avec la structure du capitalisme hyper-développé d'aujourd'hui, qui est naturellement « totalement différent » de celui que Marx avait analysé, la classe révolutionnaire ne serait plus la « classe ouvrière traditionnelle » (devenue désormais une couche parasitaire parce que, du fait qu'elle travaille, elle bénéficie d'une « rente ouvrière ») mais le prétendu

« ouvrier social », c'est-à-dire toute la masse indifférenciée des opprimés en général, des mécontents, de tous ceux qui « ne participent pas au pouvoir ». Le fin du fin de l'« ouvrier social » serait constitué par les « sans-garanties », c'est-à-dire par tous ceux qui ne bénéficient pas d'un revenu fixe.

Le « nouveau prolétariat », identifié avec l'« ouvrier social », est donc pratiquement composé par presque tous les éléments de la société. L'ensemble confus des besoins de cet « ouvrier social » est interprété comme le **besoin** du communisme, comme le moteur et le programme de la révolution, comme la préfiguration de la société communiste elle-même. Pour **Autonomia**, le communisme n'est rien d'autre que la satisfaction des besoins immédiats, et surtout ceux des... classes moyennes. Mais ce n'est pas tout ; ce communisme serait amplement présent dans le mode de production actuel. Le caractère formidablement impersonnalisé atteint par le capital, la tendance à la disparition du capitaliste en tant que « personne » physique, l'accentuation de la perte du caractère privé du capital, constitueraient déjà une anticipation pratique du communisme ; le communisme existerait déjà et de façon diffuse dans la société capitaliste. Il suffirait donc de détruire toutes les « fictions politiques » mises sur place par la volonté du capital de ne pas mourir, c'est-à-dire l'Etat (avec ses appendices bureaucratiques et militaires) et tous les moyens économiques qu'il emploie de façon consciente dans le même but, à savoir la crise et la restructuration industrielle. On mesure ici la dose remarquable de métaphysique contenue dans la construction d'**Autonomia**. La restructuration serait « une tactique » que le capital adopte pour empêcher l'« ouvrier social » de reconnaître son ennemi principal, l'Etat-plan, qui n'est rien d'autre qu'un super-Etat capable de contrôler tous les processus économiques et sociaux du mode de production existant. Mais alors, il n'y a plus de contradictions... Peu importe puisqu'on est dans le domaine de la volonté pure ! La lutte doit être « immédiatement politique » et dirigée contre l'Etat ; et les méthodes de lutte préconisées sont le sabotage, le « vol politique » (qui est exalté comme « achat prolétarien »), le terrorisme diffus. Naturellement le parti prolétarien ne peut renoncer à de tels moyens, mais les

théoriser comme **uniques** et comme assurant en eux-mêmes le passage au communisme ne démontre que la stérilité du velléitarisme petit-bourgeois.

A ceci s'ajoute qu'il est possible de constituer dans la société actuelle des flots de contre-pouvoir et de communisme qu'il s'agirait d'élargir toujours davantage jusqu'à la « conquête du territoire entier ». Derrière les positions barricadières et ultra-révolutionnaires se cache donc en réalité le vieux gradualisme de toujours.

C'est là le terrain commun à tous les **opportunismes**, à tous les immédiatismes. Aussi n'est-il pas étonnant qu'**Autonomia** soutienne la nécessité de l'instauration d'un « nouveau contrat social », qui, même habillé de neuf, reste toujours un contrat, liant des contractants, c'est-à-dire des classes différentes et antagonistes. Ce n'est pas par hasard que Negri, Piperno et Cie, arrêtés au cours de la chasse aux sorcières qu'a connue récemment l'Italie — et qui était destinée avant tout à intimider la classe ouvrière — se sont mis à donner des conseils à la bourgeoisie pour combattre le terrorisme et résoudre la crise sociale qui s'approche : transformer, changer, c'est-à-dire faire des... réformes, des vraies.

Aussi sommes-nous d'accord, au moins pour une fois, avec Piperno, lorsqu'il affirme, au nom d'**Autonomia** : « Nous sommes bien moins que révolutionnaires ! ».

Tunisie

(suite de la page 1)

Est-il besoin de rappeler comment l'impérialisme français est intervenu lors des événements de Gafsa ? Les militants syndicaux du CNI n'ont-ils pas été arrêtés en novembre 78 grâce à la collaboration d'« Interpol » ?

Il est clair que la solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise en Tunisie passe nécessairement ici par la lutte du prolétariat contre l'impérialisme français et ses agents que sont les partis social-impérialistes — PC et PS — et les appareils syndicaux à leur botte.

60 ans après le II^e Congrès de l'I.C.

La victoire de la révolution exige plus que jamais la direction sans partage du parti de classe

Une confirmation du marxisme que la Commune de Paris a donnée de façon tragique, c'est que l'insurrection et la dictature exigent de « réunir toutes nos forces en un seul faisceau et de les concentrer au même point d'attaque », comme l'avait si magnifiquement formulé Engels. En d'autres termes, il faut que les énergies révolutionnaires du prolétariat puissent être centralisées dans un organe apte à les guider, le parti de classe.

Cette leçon, les bolcheviks l'ont scrupuleusement mise en pratique, et c'est pour cette raison que la victoire fut possible en Russie. L'Internationale communiste naissante dut cependant la défendre contre la social-démocratie qui oubliait du coup qu'elle était née en cherchant à arracher le prolétariat aux sectes proudhoniennes et anarchistes, et qu'elle avait grandi en combattant le réformisme dans ses rangs. Elle dut également la revendiquer contre des révolutionnaires peut-être généreux, mais assurément dangereux, que Lénine qualifiait d'« infantiles ». Ceux-ci voyaient la cause de la trahison du parti social-démocrate davantage dans le terme de parti plutôt que dans celui de social-démocratie. Aussi cherchaient-ils l'antidote à cette déviation en mettant le centre de gravité de la vie de classe dans les organisations immédiates et momentanées de la lutte (syndicats, conseils ouvriers, conseils d'usine, etc.) par opposition au parti, ce qui leur interdisait de mener de façon conséquente le combat indispensable contre la vraie maladie, à savoir l'immédiatisme et le gradualisme et, partant, le respect du cadre parlementaire et national, l'interclassisme et l'esprit de supériorité social-impérialiste.

La lutte des classes, proclamait la *Résolution sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne*, adoptée au II^e Congrès de l'IC, « exige aussi la centralisation unique des diverses formes du mouvement prolétarien [...]. Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un parti politique. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivaut à répudier le commandement unique des contingents du prolétariat agissant sur des points différents. La lutte de classe du prolétariat exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte du point de vue unique et attirant à chaque moment toute l'attention du prolétariat sur des tâches qui l'intéressent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un parti politique ».

Direction unique alors ? Lénine lui-même n'avait pas mâché ses mots un an avant le Congrès : « Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on nous propose, comme vous l'avez entendu, un front socialiste unique, nous disons : « dictature d'un seul parti, oui ! Telle est notre position, et nous ne pouvons quitter ce terrain, parce que c'est le parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat industriel des fabriques et des usines [...] ».

Pour Lénine et les bolcheviks, comme pour tous les marxistes véritables, la dictature ne pouvait être exercée que par le parti unique de la révolution, sous peine de défaite.

Depuis, la révolution mondiale a cédé la place à la contre-révolution mondiale. Mais pour vaincre, la bourgeoisie elle-même a dû amplement utiliser la mobilisation des masses et la centralisation de leurs énergies grâce à un organe unique, capable de donner sa pleine efficacité à l'Etat bourgeois : voilà le diagnostic que notre courant faisait déjà à l'époque du fascisme. Ce n'est en effet que sous la forme du parti unique que la bourgeoisie est parvenue, en Italie d'abord, en Allemagne et en Espagne ensuite, à discipliner ses forces « en un seul faisceau » afin de les concentrer sur le prolétariat. Ce n'est qu'ainsi qu'elle est parvenue à imposer à ce dernier l'atomisation forcée de ses rangs et la subordination totale de ses intérêts aux exigences de l'économie nationale et de l'Etat, là où la démocratie ne s'était pas avérée suffisante pour obtenir cette atomisation et cette subordination de façon « volontaire », c'est-à-dire par l'intermédiaire des faux partis ouvriers, comme cela avait été le cas en Angleterre ou en France.

Pour vaincre en Russie, la contre-révolution stalinienne a dû saisir l'arme même avec laquelle la révolution avait vaincu, le parti centralisateur et centralisé. Le malheur voulut que c'est dans l'enveloppe formelle du parti de Lénine que s'opéra l'inversion de tendance historique, marquée par la victoire du drapeau de « socialisme dans un seul pays » sur celui du bastion avancé de la révolution mondiale, celui d'une Internationale au service de l'Etat national russe et

de ses appétits sur celui d'un Etat prolétarien au service de la révolution internationale, le drapeau d'un capitalisme qui pouvait certes encore se vanter d'industrialiser l'Asie et de faire avancer l'histoire, mais qui le faisait sur le cadavre de millions de prolétaires et de paysans pauvres de Russie, mais aussi de Chine et d'ailleurs.

Depuis, même en l'absence tragique du prolétariat comme force politique indépendante, l'histoire a cependant avancé. De nouvelles aires se sont arrachées au féodalisme et à la domination directe des vieux colonialismes occidentaux, bien que leur développement historique ait été limité par la contre-révolution stalinienne à un horizon purement bourgeois. Dans ces pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, les jeunes et fragiles bourgeoisies arrivent en retard sur le marché mondial déjà embouteillé et doivent bander tous leurs muscles pour faire face à la concurrence des pays hyper-industrialisés dans une atmosphère hautement saturée des rapports impérialistes. De plus, les antagonismes que produit le développement moderne s'y montrent à nu et menacent d'éclater avec d'autant plus de violence que sont absents les amortisseurs sociaux qu'ont pu forger les pays impérialistes grâce à l'exploitation des nations plus petites.

D'où la gamme des formes allant des dictatures gorilles à la chilienne à celles des partis uniques qui se sont imposés dans la lutte antiféodale et anti-impérialiste comme en Chine ou au Vietnam, en passant par toutes les variétés de néo-bonapartisme, de populisme, de gouvernements militaires s'appuyant sur le consentement plus ou moins discret des partis s'effaçant de la scène politique, sans parler de la dictature de cliques directement vendues à l'impérialisme, variété qui fleurit sur tous les continents.

Depuis 1920, cette tendance n'a pas épargné les vieilles démocraties occidentales, pourries de corruption impérialiste, pourtant victorieuses du fascisme, mais qui ont su largement hériter de ses enseignements et de ses méthodes. La centralisation de l'économie et de la machine de l'Etat y est toujours plus poussée dans les mains d'un centre unique. Les parlements n'ont plus depuis longtemps qu'un rôle purement décoratif devant les gouvernements qui ne sont eux-mêmes que des organes d'exécution de chefs d'Etats ou de gouvernements. Les différents partis tendent à n'être plus que des organes d'entraînement et de propagande de l'Etat, et leurs programmes de plus en plus interchangeables : qui peut voir une différence de conception de la conduite de l'Etat non seulement entre les travaillistes et les conservateurs britanniques, mais même entre la démocratie chrétienne et le PC italien ? Il suffit que la moindre menace vienne à planer sur l'ordre social pour que tout ce

bataclan pluraliste s'aligne comme un seul homme et que l'alternance se révèle pour ce qu'elle est : un piège pour couillonner la classe ouvrière.

Jamais donc la tendance à réunir toutes les forces « en un seul faisceau » ne s'est imposée avec plus d'évidence à travers les situations les plus diverses. N'empêche ! Jamais la classe ouvrière n'a été autant assommée par la dénonciation de « la dictature d'un seul parti ». Jamais elle n'a été autant abreuvée des prétendus principes d'autonomie, de pluralisme, de démocratie. Et ce non seulement par toute la machine de propagande officielle de la bourgeoisie mais également par l'arc-en-ciel infini des courants et partis qui osent encore se dire révolutionnaires et même marxistes.

L'ennemi serait l'ennemi non pas tellement parce qu'il défend contre-révolutionnairement ses privilèges sociaux en plongeant l'humanité dans la misère, la famine et la guerre, mais surtout parce qu'il utilise pour cela la centralisation politique ! La contre-révolution aurait vaincu non tant parce que le prolétariat a succombé sous un ennemi supérieur en forces, mais parce qu'il a manié l'arme empoisonnée de la centralisation politique, du parti unique. Pourtant, parmi ces apôtres de l'autocastigation du prolétariat, personne ne s'est jamais avisé que si une telle arme devait nécessairement se retourner contre celui qui l'utilise, elle devrait aussi se retourner contre la bourgeoisie...

Hier, la social-démocratie admit bien qu'on puisse utiliser la dictature d'un seul parti, mais en Russie naturellement, pas dans l'Occident « civilisé » où comme on sait, les bourgeois ont des mœurs plus douces... Même les communistes « infantiles » emboîterent le pas à leur manière : les armes de la dictature appartiendraient au bagage bourgeois et jacobin, non à l'arsenal prolétarien et communiste !

Et, curieusement, l'argument qu'on sert aujourd'hui à la classe ouvrière du monde entier n'a pas changé en substance. Pour les néo-staliniens d'obédience aussi bien moscovite que pékinoise et à plus forte raison eurocommuniste, la « dictature d'un seul parti » était bien nécessaire en Russie pour sortir de l'arriération ; elle est encore concevable aujourd'hui dans les pays du « Tiers-monde » pour les mêmes raisons ; mais elle est en revanche condamnable dans les pays démocratiques ; bref la bourgeoisie peut agir partout selon ses besoins et selon ses goûts.

Quant à tous les autres courants qui ont vu dans les révolutions anti-impérialistes de ces trente dernières années des révolutions socialistes, quelle que soit leur doctrine, maoïste, trotskyste ou tout simplement national-démocratique socialisante, ils ont vu

en tout cas la bourgeoisie conduire au socialisme alors que le prolétariat était hélas incapable d'avancer ses revendications propres et restait donc par la force des choses à sa place ; et s'ils acceptent, même lorsque c'est du bout des lèvres, les armes que se sont données ces révolutions pour vaincre, la conclusion de fait est toujours la même : la bourgeoisie a un droit historique à utiliser la « dictature d'un seul parti », le prolétariat jamais !

Le capitalisme porte au paroxysme tous les antagonismes sociaux particulièrement dans sa phase impérialiste et sénile. Pour vaincre, il faut être capable plus que jamais de mettre dans la bataille des forces supérieures en nombre à celle de l'adversaire. Il faut être capable de tendre au maximum toutes ses ressources sociales, les concentrer en une force unique, centralisée et unitaire, ce qui exige plus que jamais et à un degré encore plus grand qu'hier une direction centralisée. Telle est la tendance profonde de l'histoire en général et de l'histoire récente en particulier. Cette loi s'est vérifiée dans les deux dernières guerres impérialistes, menées pour une simple redistribution du butin entre Etats. Elle s'est vérifiée dans les guerres de libération nationale qu'a connues ces dernières décennies la planète entière. Elle s'est déjà vérifiée hier dans la guerre civile en Russie et c'est bien dans ce type de guerre qu'elle se manifeste à fond car il ne s'agit pas d'espérer un compromis, mais seulement d'anéantir complètement l'adversaire.

L'histoire de ces soixante dernières années montre que la bourgeoisie se révèle capable de surmonter dans une certaine mesure ses disputes internes que la marche du capitalisme tend pourtant à exacerber, et même de taire ses querelles nationales pour opposer un front social unitaire aux classes exploitées. Or le prolétariat est, lui, la seule classe que la grande industrie concentre et unifie et que la lutte de résistance nécessaire à sa survie oblige à surmonter la concurrence entre ses membres, la seule classe qui a des intérêts internationaux profondément unitaires. Serait-il donc moins apte que son adversaire à fusionner ses rangs en une armée compacte ?

Bien au contraire, c'est en cultivant cette capacité que la classe ouvrière possède au plus haut point qu'elle peut espérer avoir l'avantage dans les prochains heurts historiques. C'est la raison pour laquelle le parti prolétarien ne peut que revendiquer la direction sans partage de la lutte révolutionnaire, de l'insurrection et de la dictature. C'est le seul moyen de vaincre et d'abréger les souffrances d'un accouchement d'autant plus douloureux que, le temps passant, les parois par lesquelles la vieille société doit livrer le passage à la nouvelle se font plus rigides.

La lutte de classe vue du côté patronal

« Il ne faut jamais se compromettre avec ses ennemis, mais au contraire, systématiquement favoriser ses alliés ». Ce principe du jeu de go est régulièrement enseigné dans les milieux patronaux par les théoriciens comme ceux de l'institut Bossard, ou par des praticiens, en particulier le Centre de Recherche de Jouy-en-Josas, qui dépend du CNPF. C'est entre autres ce que révèle un article de l'*Expansion* (n° 143 du 22-2-1980) intitulé « Le new look de la lutte des classes ». Relevons au passage que Bergeron est un élève (ou un professeur ?) assidu des séminaires de ce centre de recherches pour chefs d'entreprises.

Que nous apprend cette enquête de l'*Expansion* sur le « nouveau regard » que le patronat français, et plus particulièrement son aile dure de l'UIMM, semble porter sur l'état actuel des « relations sociales » dans l'entreprise ? Tout d'abord que le patronat a préparé de longue main les retombées inévitables sur les rapports sociaux de la restructuration profonde de l'appareil de production capitaliste rendue nécessaire par la crise.

Pour gagner la guerre des marchés, être toujours plus compétitifs sur le marché mondial, les patrons doivent augmenter sans cesse la productivité de la force de travail prolétarienne. Tout en dégraissant massivement les effectifs excédentaires ou peu productifs, on multiplie les innovations techniques pour faire suer un surcroît de plus-value aux ouvriers.

Les patrons tentent de mettre tous les atouts de la « révolution informatique » de leur côté, à la fois pour les études de marchés et la modernisation des outils de pro-

duction, et pour ajuster en permanence, dans un plan international, les normes de production et les coûts salariaux. Le PDG de Texas Instruments France, où un poste de travail sur huit est équipé d'un terminal d'ordinateur, déclare : « En tapant simplement sur quelques touches, je peux à tout moment connaître la productivité de chaque opératrice, comparée à celle de son homologue japonaise ou américaine ». Ce jeu planétaire de la concurrence entre les prolétaires poussée à son paroxysme donne le ton de la « nouvelle » politique patronale en matière sociale.

La guerre économique exige que toutes les forces qui concourent à la production de capital, et essentiellement la force de travail prolétarienne, se disciplinent aveuglément au renforcement des performances de l'entreprise capitaliste. Chaque prolétaire doit se sentir mobilisé, en guerre, sous le haut commandement du général-patron, pour que son entreprise sorte vainqueur sur le champ de bataille de la concurrence économique.

La bourgeoisie doit donc s'acharner à briser le prolétariat en tant que classe poursuivant des objectifs politiques propres répondant à des besoins spécifiques communs à tous ses membres.

Le prolétariat doit perdre toute homogénéité en tant que classe ayant ses propres réflexes de défense, ses traditions particulières d'expression collective. Il ne doit plus être qu'une addition d'individus dispersés, éternellement concurrents dans la mesure où chacun collabore au succès de « son » entreprise, seul rôle social que lui reconnaisse au demeurant la bourgeoisie.

Ainsi, l'article de l'*Expansion* nous décrit-il

quelques exemples performants de cette gestion « new-look » du patronat de choc (SNIAS, Peugeot, IBM...).

Tout est organisé dans ces entreprises pour que « l'expression » des travailleurs ne se traduise pas par une lutte collective visant à défendre des revendications communes à tous. Cela suppose d'une part la répression violente de toute forme de défense et d'organisation collective des prolétaires, l'intransigeance et la solidarité patronales face à toute lutte « test », c'est-à-dire isolée, dans une branche industrielle, le licenciement des meneurs...

Bref, il s'agit de prouver par la force que la classe ouvrière est incapable de briser le « front patronal » et, d'autre part, que la lutte ne paie pas.

Second objectif, assurer un contrôle permanent sur l'individu-salarié. Forte de sa tradition séculaire de lutte antiprolétarienne, la bourgeoisie sait bien que la trique et les boniments sur les merveilles du productivisme ne suffisent pas à éteindre à jamais les réflexes d'insubordination élémentaires de la classe ouvrière. Il s'agit pour les patrons, on l'a vu, de briser toute expression collective du prolétariat, et donc toute tentative d'organisation des ouvriers dans ce sens.

Mais les patrons ont un besoin vital de favoriser en même temps une certaine « expression » de l'ouvrier, de lui offrir un cadre de « dialogue ». Il faut d'abord donner l'illusion à l'ouvrier que s'il lui est interdit de contester avec ses frères de classe la politique patronale (pas de compromis avec mes ennemis !), il lui est par contre tout à fait possible d'ouvrir un « dialogue » fruc-

(Suite page 4.)

Solidarité avec la grève des nettoyeurs du métro !

Deux ans et demi après la longue lutte de juin 1977, où les bonzes syndicaux avaient cherché par toutes sortes de manœuvres à émuquer l'arme de la grève et avaient finalement condamné les travailleurs à une reprise sans succès économique, les nettoyeurs du métro sont repartis en lutte pour des revendications identiques à celles d'hier, avec la même unanimité

dans la lutte mais il faut dire aussi qu'ils se heurtent au même sabotage des bonzes syndicaux. Notre parti a diffusé le tract suivant pour appeler les ouvriers des autres catégories, des autres entreprises à apporter leur solidarité avec cette grève qui intéresse toute la classe pour briser le mur de l'isolement où on la confine.

TRAVAILLEURS ! CAMARADES !

Depuis le 24 mars 1980, les ouvriers du nettoyage du métro sont en grève. Payés pour la majorité d'entre eux au-dessous du SMIC, ils revendiquent :

- 2.800 F MINIMUM.
- UNE AUGMENTATION DE LA PRIME DE NUIT (actuellement 1,48 F par heure).
- LE 13^e MOIS.
- LA CARTE ORANGE PAYÉE PAR LE PATRON.

Déjà en juin 1977, ces travailleurs ont dû faire grève durant 32 jours malgré le sabotage des appareils syndicaux pour obtenir des augmentations de salaires qui leur permettent d'atteindre le SMIC. Moins de 3 ans après, les patrons ont réussi progressivement à grignoter les maigres acquis de la lutte. Aujourd'hui, ce sont 80 % des nettoyeurs qui sont payés au-dessous du SMIC.

Il faut ajouter à cela que la RATP se prépare pour appliquer un plan qui vise à réduire les opérations de nettoyage dans les réseaux urbains et les RER à partir de janvier 1981 (date du renouvellement des marchés avec les entreprises sous-traitantes). Déjà en septembre 1979, les nettoyeurs ont dû se mobiliser pour s'opposer à des suppressions d'emploi.

Comme la plupart des luttes ouvrières et particulièrement celles des travailleurs immigrés, la grève des nettoyeurs du métro est tenue dans l'isolement le plus complet. Le syndicat CGT ne cache même pas son opposition à la grève. Il a appelé ses adhérents

(35 nettoyeurs) durant les premiers jours de la grève à venir à leur lieu de travail en leur disant qu'ils seraient ainsi payés même s'ils ne travaillaient pas.

Quant à la CFDT-RATP, elle fait semblant de mener la lutte. Mais dans les faits les choses se passent autrement. Les ouvriers du nettoyage en lutte et le comité de grève ont demandé par exemple à la CFDT-RATP de faire tirer 300.000 exemplaires d'un tract qui informe sur la grève et sur les revendications des travailleurs. Les bonzes de la CFDT n'ont finalement tiré que 10.000 exemplaires qu'ils ne se sont même pas donné la peine de diffuser en dehors de la RATP sous prétexte que ce sont les grévistes eux-mêmes qui doivent le faire.

Les bonzes de la CFDT qui prétendent défendre les travailleurs au nom d'un « véritable service public » se sont opposés à une proposition des grévistes qui voulaient organiser une manifestation de Barbès au Père-Lachaise sous prétexte que cette manifestation provoquerait l'intervention de la police et la répression des CRS. A cette occasion, les bonzes ont même tenté d'introduire le poison de la division entre Africains et Maghrébins, berbérophones et arabophones, etc.

A l'heure où se trouve aujourd'hui la grève, les bonzes CFDT commencent à faire circuler les bruits alarmistes sur les risques d'incendies dans certaines stations où s'accumulent les ordures et les gros papiers. Pour se préparer à imposer aux travailleurs la reprise dans des conditions catastrophiques. Au moment

même où Chirac enjoint à la RATP de se débrouiller par tous les moyens pour assurer le nettoyage des stations.

TRAVAILLEURS ! CAMARADES !

Jusqu'à ce jour, les travailleurs en grève ont réussi à gagner la sympathie des ouvriers du nettoyage de la Ville de Paris et ceux du bâtiment envoyés pour briser la grève. Ces derniers ont finalement refusé de travailler par solidarité avec les grévistes.

Cependant, la RATP ne va pas pour autant baisser les bras. C'est pourquoi il est urgent de soutenir par tous les moyens la grève de nos camarades du métro. Ils ont besoin notamment d'une aide financière pour tenir le coup, et de renfort pour protéger les piquets chaque soir dans les stations de métro. Les regroupements des travailleurs se font généralement dans toutes les grandes stations (Etoile, Nation, Opéra, la Défense, etc.).

Prenez contact avec les travailleurs en grève qui se réunissent chaque jour de 10 heures à midi à la Bourse du Travail de Château-d'Eau (métro République, 10^e arr.) et apportez-leur en A.G. votre contribution financière. Faites circuler l'information autour de vous !

POUR BRISER L'ISOLEMENT DANS LEQUEL L'APPAREIL DE LA CFDT VEUT MAINTENIR LA GREVE DE NOS CAMARADES DU METRO !

VIVE LA SOLIDARITE OUVRIERE !

Le 7 avril 1980.

PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL

Réunions publiques

● A ANGERS

Le samedi 26 avril, à 20 h 30, salle des Cours municipaux, place Saint-Eloi

● A BESANÇON

Le vendredi 25 avril, à 20 h 30, salle Proudhon, pl. du Théâtre

Afghanistan

Contre tous les camps
impérialistes !

Pour la révolution
communiste mondiale !

Lisez :
el oumami
*
el comunista

A NOS LECTEURS

Nous attirons l'attention de nos lecteurs et abonnés sur le fait que tous les règlements doivent désormais être libellés au nom de :

— Saro pour les chèques bancaires.

— Le Proletaire pour les chèques postaux.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 14 avril, 12 mai, etc., de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 19 avril, 3 et 17 mai.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 20 avril, 4 et 18 mai, etc.

● A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 27 avril, 11 et 25 mai, etc.

● Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 avril, 4 et 18 mai.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 11 mai, le 8 juin, etc.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 27 avril, 11 et 25 mai, etc.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 4 mai, 1^{er} juin, etc.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 26 avril, 24 mai, etc.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 avril, 18 mai, etc.

● A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 20 avril, 4 et 18 mai, etc.

● A Valence : le 3^e dimanche de chaque mois de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 20 avril, 18 mai, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928

La lutte de classe vue du côté patronal

(suite de la page 3)

tueux et égalitaire avec le patron, si la règle première du dialogue est bien entendu le respect des « besoins objectifs » de l'entreprise (favoriser ses alliés !). Il s'agit donc d'instaurer une médiation individualisée permanente entre le chef d'entreprise et le salarié.

La règle du jeu est la suivante : plus l'individu salarié brade sa force de travail, plus il concourt par la modération de ses prétentions à la « compétitivité et à la performance » de l'entreprise, plus il adore la machine qui le broie, et plus il est digne de l'attention de l'employeur, plus le patron accepte le « dialogue » avec lui !

Le « dialogue » consistant éventuellement en l'octroi de quelques avantages et gadgets personnalisés qui donneront à cet individu l'illusion d'œuvrer au bien commun (accroissement de la marge bénéficiaire de l'entreprise) et en même temps à son propre bonheur, puisque le patron magnanime saura se montrer reconnaissant. Tant pis si ce « bonheur » individuel est payé au prix fort en épuisement physique et nerveux, tant pis si pour un individu-salarié heureux, il en faut cent misérables et jetés sur le pavé ; hors du « dialogue », l'individu n'existe pas !

D'autre part, ce contrôle permanent que le patron exerce ainsi sur les mentalités ouvrières lui permet évidemment de déceler dans l'œuf et de prévenir les germes de toute renaissance de mécontentement et de contestation collectifs. Alerté grâce au « dialogue personnalisé », le patron aura tout le temps de préparer savamment les contrefeux nécessaires à tous les risques d'explosion (quelques primes ici, quelques coups de trique ailleurs...).

Les récalcitrants mis à la porte, le patron organise son « dialogue » : publication régulière de journaux d'entreprise alléchants, apprentissage du langage économique-technocratique dans des stages ad hoc où les ouvriers sont obligés d'écouter le patron expliquer la conjoncture financière, les courbes de production, les coûts salariaux, etc., à grand renfort de prospectus et de diapositives.

Le patronat multiplie aussi les stades de formation de la maîtrise, à l'aide d'une armée de sociologues, ergonomes, psychologues, afin de faire des petits chefs traditionnels des « militants », des délégués permanents du patron dans les ateliers. Les « clébards » du patronat doivent toujours apprendre à aboyer, mais ils devront dorénavant savoir aussi « lécher » le prolétaire.

C'est à ces contremaîtres qu'on donne le pouvoir de négocier (dans un cadre global aux limites bien comprises) le salaire, la qualification, la promotion, les gratifications avec chaque ouvrier-individu de l'atelier. Individu qui d'ailleurs aura tout intérêt à se lier d'affection avec le contremaître s'il ne veut pas voir figurer la note 1 dans la colonne 4 du fameux fichier DIPO de chez Peugeot (« état d'esprit et comportement vis-à-vis de l'entreprise »). Voilà donc le point de mire

du regard neuf de « ces patrons combattifs qui reprennent en main le jeu social ».

— Très bien tout ça, dira-t-on, mais enfin, on n'a pas encore enterré la lutte des classes, et il faudra compter avec les « syndicats ».

C'est qu'ici encore, contre les prolétaires, apparaît le jeu de go. Dans ce jeu, pour gagner, il faut savoir briser la cohésion de l'adversaire, et y chercher des points d'appui. Et quels meilleurs appuis pour la bourgeoisie dans les rangs prolétaires que précisément les appareils syndicaux opportunistes. Ce sont eux les pions que non seulement les ouvriers ne peuvent jamais jouer contre les patrons, mais pire, que la bourgeoisie relance contre les prolétaires.

Mais ces études patronales, aussi savantes soient-elles, ne s'élèvent jamais au-dessus d'un empirisme à courte vue.

La bourgeoisie montre sa force pour terroriser les exploités. Mais dans le même temps où elle croit diviser encore plus les rangs prolétaires, elle aligne en fait toujours davantage, sur toute la planète, d'énormes masses de prolétaires sur le même niveau

de misère et de surexploitation. Elle unifie toujours plus internationalement les conditions d'existence de ses esclaves salariés, créant toujours plus les bases matérielles d'une explosion généralisée et mondiale des contradictions entre les classes.

Elle gomme davantage les différences de catégorie, de sexe, de nationalité, en planifiant internationalement la gestion de la force de travail prolétarienne. Au point que le vieux sidérurgiste de Lorraine ou de la Ruhr perd ses avantages pour se retrouver toujours plus dans la situation de pur prolétaire, « sans réserves », comme ses frères de classe brésiliens ou coréens, plus productifs que lui.

C'est de ces contradictions grandissantes, inhérentes aux formes et aux rapports de production capitalistes, que les communistes attendent une reprise généralisée de la lutte de classe, et une renaissance à vaste échelle de révoltes prolétaires signifiant la fin de l'ordre bourgeois.

(A suivre.)

El Salvador : mitraille et « réforme agraire »

(suite de la page 1)

coton, les grandes usines, les banques et toutes les propriétés de l'oligarchie. Il s'agit de la solution définitive, et d'aucune autre, qui nous maintienne soumis à la misère et à la répression permanente » (Le Monde du 15 mars). Mais pour réaliser cet objectif, ces organisations ne préconisent pas seulement l'indispensable guerre civile, mais aussi « l'unité des forces révolutionnaires », la constitution d'un large front démocratique et progressiste qui prépare « un gouvernement démocratique populaire auquel participeraient les différents secteurs populaires et révolutionnaires, les partis démocratiques, les associations de petites et moyennes entreprises, (...) les techniciens et professionnels honnêtes, les officiers et patriotes honnêtes de l'armée. (...) Tous les secteurs du clergé progressiste y trouveraient place » (idem).

Il est peu probable que la timide réforme engagée calme la révolte. Surtout, il est sans doute tard pour cela. L'Amérique a bien poussé à l'entreprendre, mais la résistance de la clique au pouvoir s'est révélée bien forte. Et personne aujourd'hui ne veut d'un second Nicaragua. Aussi n'est-il pas étonnant que la Junte ait obtenu du Pentagone 50 millions de dollars et les habituels « conseillers militaires ».

Mais le Front démocratique progressiste est tout aussi impuissant à apporter la « solution définitive ». Il est fort possible qu'il remporte la victoire militaire. Mais il rassemble des forces antagoniques que seule la répression féroce d'aujourd'hui tient ensemble. Elles devront entrer en conflit, parce que les intérêts de la petite bourgeoisie industrielle ne sont pas ceux des paysans pau-

vres, ni les intérêts des prolétaires industriels ou agricoles ceux des bourgeois de la campagne. La pire des solutions serait évidemment que l'unité du Front démocratique et progressiste survive à sa victoire, et réalise effectivement ce gouvernement d'union préconisé par l'ERP : cela voudrait dire que les prolétaires et les paysans du Salvador subissent l'intoxication démocratique au point d'être incapables de mettre en avant leurs intérêts propres, contre toutes les forces politiques présentes.

La « solution définitive » exige une force capable de la réaliser. Ce ne peut être un front interclassiste de tous les éléments « honnêtes et patriotes ». Seul le prolétariat, prenant en charge le grave problème de la réforme agraire, peut donner une direction politique aux luttes paysannes : seule la classe des sans-réserves et des sans-propriété peut pousser la réforme agraire radicale jusqu'au bout. Seul le prolétariat peut conduire la lutte des masses exploitées vers un débouché immédiat et en même temps l'insérer dans sa lutte générale contre toute forme d'exploitation et d'oppression.

Cette perspective peut sembler abstraite, parce que le prolétariat du Salvador, peu nombreux mais concentré, n'est pas en mesure de jouer ce rôle aujourd'hui : il lui manque sa direction de classe, son parti. C'est la situation générale du prolétariat mondial. La lutte pour la renaissance du mouvement de classe du prolétariat, et de son organe de direction en tant que force réelle, doit prendre appui sur la lutte spontanée des masses opprimées et lui indiquer, contre toutes les fausses solutions, la seule voie qui lui permette de vaincre.